



EMBASSY OF SWITZERLAND
SCHWEIZERISCHE BOTSCHAFT
AMBASSADE DE SUISSE

WASHINGTON D.C. 20008,
2900 Cathedral Avenue N.W.
Telephone 462-1811/7

le 15 juin 1981

Ref.: PY/mo
POLITIQUE BERNE
R.P. no. 42
Par courrier

an						a/a
Datum						
Visa						
EDA						
Ref. p. A. 21. 31.						

Le parti démocrate six mois après l'élection de Reagan

1. Le parti républicain, réputé moribond il y a à peine quatre ans, se porte à merveille. Il est aussi convaincu du caractère historique de sa mission que les Démocrates l'étaient après l'élection de Roosevelt en 1932. Les Républicains ont un chef populaire et incontesté, ils sont unis, ils croissent en nombre et, d'une manière générale, ont le moral. Le parti démocrate, par contre, va mal. Il est démoralisé, désuni et ne s'est pas remis de sa défaite électorale de novembre dernier. L'étendue et la profondeur, dans un sens surprenantes, de la démoralisation du parti démocrate semble indiquer que ce qui s'est passé en novembre dernier n'était pas accidentel et que le retour des Démocrates au pouvoir pourrait bien prendre plus de temps que beaucoup d'entre eux ne le pensaient encore il y a quelques mois.
2. Pour saisir l'ampleur et la difficulté de la tâche qui attend le parti démocrate, il est bon de rappeler brièvement et quelque peu schématiquement l'évolution de ce parti au cours des vingt dernières années:

- Le parti démocrate de John F. Kennedy et de Lyndon B. Johnson était un parti axé sur une Amérique forte dans le monde dotée d'une économie basée sur la croissance: pas le contraire de ce que préconise actuellement le président Reagan.

- La guerre du Vietnam a profondément affecté le parti démocrate dans sa base idéologique. Il en est résulté, à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, la conquête partielle du parti par le mouvement radical, opposé à la guerre du Vietnam. Ce mouvement s'est servi à cet effet du sénateur McGovern. Les Démocrates étaient dorénavant profondément divisés: il y avait d'une part les "anciens libéraux" proches des idées de John F. Kennedy, qu'on a commencé à appeler de plus en plus souvent les "néoconservateurs". Les représentants de cette tendance, tels les sénateurs Jackson et Moynihan déclarent être restés fidèles aux conceptions que le Président Kennedy avait formulées du rôle de l'Amérique dans le monde. Il y avait d'autre part les "McGovernites" qui se sont saisis du terme "libéral". Leur vision de l'Amérique était surtout marquée par un complexe de culpabilité au sujet de la guerre du Vietnam. Les "McGovernites" ont accentué l'élément justice sociale, sur le plan national et international, et cela en acceptant si nécessaire le prix d'un effort de défense diminué et d'un rôle mondial réduit de l'Amérique. Leur héritier est le sénateur Ted Kennedy. Les deux factions du parti démocrate ont en commun l'attachement aux politiques sociales du "New Deal" et une

croyance innée en l'efficacité d'un gouvernement éclairé.

- Alors qu'en 1968 les "McGovernites" ont indirectement causé la chute de Lyndon Johnson et la défaite de Hubert Humphrey, 1972 les a vus à la fois capturer l'investiture du parti démocrate pour les élections présidentielles puis subir une cuisante défaite lors de ces mêmes élections. Les néoconservateurs étaient en voie de réhabilitation, profitant du courant conservateur qui venait de porter Nixon à la victoire.

- Or ce mouvement de pendule vers la droite a été interrompu parce que l'on peut estimer être un accident de l'histoire: l'affaire du Watergate. Elle a rendu la Maison Blanche à un Démocrate dont le principal atout était d'être un "outsider" du Sud, n'appartenant ni à l'aile libérale ni à l'aile néoconservatrice du parti. Sa non-appartenance à l'"establishment" de la machine politique semblait être une garantie contre le retour aux abus de pouvoir présidentiels de Nixon.

- Les élections de 1980 représentent la poursuite du mouvement vers la droite amorcé en 1972, puis interrompu par l'affaire du Watergate. Elles représentent ainsi également le rejet de l'aspect de la politique cartérienne qui rappelait le plus McGovern: sa politique étrangère découlant d'une vision timorée du rôle international de l'Amérique. La défaite de Ted Kennedy était également dans l'ordre des choses. Sur le plan de la politique économique, la défaite démocrate aux élections présidentielles et sénatoriales de 1980 représentait le rejet

d'une politique historiquement issue du parti démocrate: une politique de dépenses publiques et d'impôts croissants.

- Si c'est le parti républicain de Reagan et non les Démocrates néoconservateurs qui ont profité en 1980 de ce mouvement vers la droite, cela est dû à plusieurs facteurs: les Démocrates néoconservateurs se sont immolés sur l'autel de la réélection d'un président qui n'était pas des leurs et auquel ils ne croyaient pas. Reagan par contre a été d'une grande habileté: il a fait appel aux sentiments de l'ensemble d'un peuple humilié par l'affaire des otages et à la droite des deux partis en préconisant une politique étrangère et de sécurité musclée. Il a fait appel à la droite et au centre des deux partis en préconisant une politique économique axée sur la dérégulation du secteur privé et sur une politique budgétaire et monétaire restrictives. Reagan a, enfin, - et il ne faut pas l'oublier - fait appel aussi à la gauche en étant le premier chef du parti républicain à promettre publiquement la sauvegarde du filet de sécurité social remontant au "New Deal" et à citer Franklin Delano Roosevelt, le père du "New Deal", dans son discours d'investiture. Reagan a donc, lors de son investiture, occupé un large terrain allant du centre, voire même du centre-gauche, à la droite, un terrain dont de vastes portions ont traditionnellement voté démocrate. Le fait que depuis déjà plusieurs années la classe moyenne américaine a dépassé en nombre la classe ouvrière a certainement aussi rendu la tâche de Reagan plus facile.

3. Le parti démocrate aujourd'hui se trouve privé de leader. Jimmy Carter s'est retiré en Georgie et personne ne s'attend à ce qu'il joue encore un rôle dans l'avenir du parti. Il est venu à Washington comme un "outsider". Il en est reparti comme un "outsider". L'aile libérale du parti est dominée par Ted Kennedy qui, d'après ses proches collaborateurs, conserve des aspirations présidentielles et estime avoir un droit légitime à une position de "leadership" dans le parti. Kennedy est actuellement le seul Démocrate avec ambitions présidentielles à encore défendre une politique libérale dans le sens d'un clair refus d'augmenter le budget militaire au prix d'une réduction des dépenses sociales. En restant fidèle à une ligne qu'il caractérise, partiellement à tort, de "traditionnellement démocrate", il espère hériter du parti lorsque, comme il le pense, la politique de Reagan aura fait faillite et y aura entraîné les Démocrates néoconservateurs. Walter Mondale, l'ancien vice-président, pratique le barreau dans une étude d'avocats de Washington et est déjà en train de préparer sa campagne pour les élections présidentielles de 1984. Il ne se profile pas trop pour le moment et attend l'heure de l'attaque qu'il ne croit pas encore venue. Le handicap de Mondale est, un peu à l'instar de celui de Kennedy, d'être teinté par un long passé: d'abord comme libéral à gauche du centre, puis comme vice-président d'un président que beaucoup accusent d'avoir ruiné son parti. Trouvera-t-il une nouvelle peau? A l'heure actuelle ça ne paraît pas très probable.

Il y a ensuite une série de noms qui reviennent couramment parmi les "presidential hopefuls": les sénateurs Gary Hart (Colorado), John Glenn (Ohio) et Patrick Moynihan (New York) et les gouverneurs Rockefeller (West Virginia) et Carey (New York). Il est encore impossible de prédire lequel de ces politiciens démocrates aura le vent en poupe en 1984. Beaucoup va dépendre du succès ou de l'insuccès des politiques de l'actuel président et aussi de la capacité des hommes cités de trouver les idées qui répondront le moment venu aux défis de l'Amérique et au climat régnant dans l'électorat. A première vue il semblerait que le candidat démocrate idéal sera soit un homme nouveau ou relativement nouveau, non teinté par le passé, soit un Démocrate de la tendance néoconservatrice comme Moynihan. Cette aile du parti démocrate pourrait en effet le moment venu être amenée à réconcilier la tendance du pays au conservatisme avec les réactions potentiellement fortes des milieux ouvriers et syndicaux à un début de démantèlement par Reagan - en dépit de ses promesses - de l'acquis social du New Deal. L'homme nouveau, quant à lui, le nouveau libéral (new liberal) n'est pas encore véritablement né. Le nom de Gary Hart apparaît souvent sous cette étiquette, en dépit de son passé libéral. Hart qui représente certainement une des personnalités les plus attrayantes de l'actuel parti démocrate, n'a pourtant pas encore développé les thèmes qui pourraient en faire le Démocrate de l'avenir. Pour le moment, il se contente de soutenir les objectifs d'un effort accru de défense, d'équilibre budgétaire et de dérégulation

du secteur privé qui sont ceux de l'administration Reagan, tout en proposant des correctifs tenant compte de son orientation libérale. En politique de défense, il essaye d'innover. Il parle d'une OTAN du Pacifique et d'un retrait des troupes américaines d'Europe occidentale, retrait compensé par un accroissement de l'effort aérien et naval américain en Europe. Les fusées Pershing seraient stationnées sur des navires américains. Hart nous a déclaré récemment songer à une candidature aux élections présidentielles de 1984. Le sénateur libéral Paul Tsongas du Massachusetts qui se voit également comme un des théoriciens du nouveau parti démocrate et qui est en train d'écrire à cet effet un livre, manque également encore d'idées véritablement nouvelles. Son passé de libéral de gauche rend d'ailleurs suspecte sa subite conversion à un nouveau conservatisme qu'il appelle réalisme. Sous le slogan "realism with compassion" il prône une politique économique axée sur les investissements privés et sur l'équilibre budgétaire et une politique sociale dont la responsabilité serait partiellement transférée au secteur privé. En matière de politique étrangère, Tsongas met l'accent sur les droits de l'homme. Il s'oppose à une augmentation des dépenses militaires qui se feraient sur le dos des programmes sociaux.

En résumé et en schématisant, il semble donc y avoir, sur le plan des idées, trois écoles au sein du parti démocrate, l'école libérale de Ted Kennedy, l'école néoconservatrice de Moynihan et celle des nouveaux idéologues encore à la recherche d'idées.

□ L'existence même de ce vaste spectre d'idées est en soi actuellement un facteur de crise au sein du parti démocrate. L'importance de ce facteur ne doit toutefois pas être surestimée. Les défaites électorales aux EU comme ailleurs ont en général pour conséquence immédiate la discorde au sein du parti déchu, alors qu'à terme le passage dans l'opposition devient souvent un facteur d'union.

Le parti démocrate ne manque actuellement pas seulement d'unité sur le plan idéologique mais aussi sur le plan stratégique. Cela est particulièrement visible dans le cadre des débats parlementaires en cours sur le programme économique du président. Il y a là également trois tendances: celle des Démocrates conservateurs, du Sud et du "Middle West" surtout, qui est de soutenir dans ses grandes lignes le programme du président, ce programme correspondant selon eux - surtout pour ce qui est des coupes budgétaires - à la volonté d'une vaste majorité des électeurs. Ces Démocrates conservateurs du Sud ne doivent pas être confondus avec les néoconservateurs. Un Moynihan par exemple s'oppose à la politique économique du président, notamment à son aspect de réduction des dépenses sociales. Il y a ensuite les Démocrates libéraux, nettement minoritaires, qui ont décidé de combattre le programme présidentiel, quitte à se rendre impopulaire dans leurs circonscriptions. Il y a, enfin, ceux qui comme le sénateur Tsongas sont de l'avis qu'après les échecs du passé le président doit avoir sa chance de mettre en oeuvre son programme, qui après tout est basé sur des principes (supply side economics)

encore largement inéprouvés. Si le programme produit les résultats promis, tant mieux. Si au contraire c'est le contraire qui se produit, ce dont Tsongas et ses collègues sont en fait convaincus, les nouveaux Démocrates auront leur chance. Vouloir dès maintenant et contre vents et marrées s'opposer aux volontés d'un président éminemment populaire serait, selon eux, du suicide. C'est cette division du parti démocrate quant à la stratégie à suivre qui actuellement représente la meilleure chance du président de faire passer une part substantielle de son programme économique.

Au Congrès la désunion du parti démocrate se reflète aussi dans la mise en question des leaders. Aussi bien Tip O'Neill, le président démocrate de la Chambre des représentants que Robert Byrd, le chef de la minorité démocrate au Sénat sont fortement contestés. Il en va de même de certains autres leaders démocrates de la Chambre. Henry Reuss, le nouveau président démocrate du "Joint Economic Committee" du Congrès nous déclarait récemment: "Tip O'Neill, moi et les autres nous ferions peut-être mieux de démissionner de nos présidences et de dire à nos collègues: élisez les chefs que vous voulez et qui à votre avis correspondent à la situation nouvelle résultant des dernières élections!" Cette boutade, issue d'un sentiment de démoralisation, ne doit bien entendu pas être prise à la lettre. Elle indique bien pourtant l'état d'esprit qui règne actuellement aux échelons dirigeants du parti démocrate.

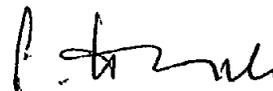
4. Quel est l'avenir du parti démocrate? Est-il en voie de devenir le parti américain traditionnellement minoritaire comme l'a été si longtemps le parti républicain? Moynihan ne l'exclut pas: si le Sud, dit-il, historiquement démocrate, continue à se républicaniser, si l'Ouest demeure solidement républicain, il ne restera au parti démocrate que le Nord-Est du pays et le parti pourrait être condamné pour de longues années à un statut minoritaire. Le sénateur Hart n'est pas du même avis: si Reagan a su profiter en 1980 d'une large paralysie du parti démocrate, cela ne veut pas dire qu'il en sera de même en 1984 ou en 1988. Les choses changent rapidement aux Etats-Unis. Hart semble surtout compter sur des résultats économiques ne correspondant pas aux promesses de Reagan, sur une réaction, peut-être violente, des minorités et des classes ouvrières lorsque celles-ci subiront les effets de la politique budgétaire de Reagan et, enfin aussi, sur la faillite selon lui probable d'une politique de dépenses militaires manquant de la sélectivité nécessaire en raison des contraintes de l'économie américaine.

A court terme le sort du parti démocrate - et cela vaudra particulièrement pour les élections législatives de 1982 - dépendra certes dans une large mesure des succès ou des échecs de Reagan. A long terme toutefois, le parti démocrate ne pourra redevenir un parti majoritaire qu'au travers d'un réaménagement de proportion vraisemblablement historique de la coalition qui forme ce parti. Cette coalition se fera sans doute au centre, ce qui impliquera des concessions autant de la part des libéraux que de la part des néoconservateurs. La chance du parti démocrate est surtout de disposer d'hommes jeunes qui comme un Gary Hart

- 11 -

ont 25 ans de vie politique devant eux. Le parti républicain, en dépit de son nouveau statut majoritaire, reste un parti dirigé par des gens âgés. Les jeunes, comme un Jack Kemp, y sont en minorité. Il serait donc faux de croire le parti démocrate nécessairement éclipsé pour de très longues années. Sousestimer les difficultés qu'impliquera un retour au pouvoir de ce parti serait néanmoins tout aussi téméraire.

L'Ambassadeur de Suisse:



A. Hegner